

HOLMAN, Paul et al. *The Soviet Union after Perestroika : Change and Continuity*. Cambridge, Institute for Foreign Policy Analysis. Inc., in Association with the Fletcher School of Law and Diplomacy, 1991, 135 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 23, numéro 2, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703029ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703029ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Romer, J.-C. (1992). Compte rendu de [HOLMAN, Paul et al. *The Soviet Union after Perestroika : Change and Continuity*. Cambridge, Institute for Foreign Policy Analysis. Inc., in Association with the Fletcher School of Law and Diplomacy, 1991, 135 p.] *Études internationales*, 23(2), 478–480.
<https://doi.org/10.7202/703029ar>

pour «restructurer» le commerce extérieur. Du point de vue légal et législatif, l'auteur relate les différents décrets et lois qui ont été adoptés depuis 1986 pour alléger et rendre plus efficaces les structures du commerce extérieur. On établit en 1987 une Commission pour le commerce extérieur d'État qui avait pour rôle de chapeauter le travail du ministère du Commerce extérieur. Plusieurs firmes et associations obtinrent le droit de mener des opérations d'import-export sans ingérence du ministère. On appliqua aussi le principe de la responsabilité comptable (*khozratchet*).

L'auteur consacre un chapitre à la question des fameuses «sociétés ou entreprises mixtes» (*joint ventures*). L'objectif majeur des Soviétiques, en permettant la création de ces sociétés mixtes, est d'établir une coopération commerciale entre firmes occidentales et soviétiques et favoriser un transfert de savoir-faire (*know how*) occidental en URSS de même qu'une plus grande accessibilité au marché mondial pour les produits soviétiques. Geron brosse un tableau historique des différentes lois adoptées en URSS sur cette question. Permis avant tout dans les secteurs de haute priorité, les sociétés mixtes se sont répandues maintenant dans presque tous les secteurs d'activités commerciales.

Le chapitre suivant porte sur les relations qu'entretient ou voudrait entretenir l'URSS avec les grandes organisations économiques mondiales, tels le GATT, le FMI, la Banque Mondiale. Geron note que l'appartenance de l'URSS à ces organisations internationales favorisera la reconnaissance de l'Union soviétique comme un partenaire commercial international et

une plus grande libéralisation de l'économie à l'intérieur de l'URSS.

La conclusion de l'ouvrage fait plusieurs constats sur l'état de la perestroïka dans le domaine du commerce extérieur. L'auteur relève les différents obstacles auxquels la direction soviétique pourrait se heurter. Les pays occidentaux peuvent aider l'URSS à passer à l'économie en encourageant les firmes à investir en URSS tout en restant, néanmoins, prudentes.

Ce petit livre fait une bonne description et un bilan de la réforme du commerce extérieur soviétique entreprise par Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir. Cependant, l'ouvrage reste assez descriptif. L'auteur a ajouté à la fin du livre de nombreux appendices contenant des statistiques utiles sur le commerce extérieur soviétique et présentant les lois importantes touchant ce champ d'activités.

Rémi HYPPIA

Université du Québec à Montréal

HOLMAN, Paul *et al.* *The Soviet Union after Perestroika: Change and Continuity*. Cambridge, Institute for Foreign Policy Analysis, Inc., in Association with the Fletcher School of Law and Diplomacy, 1991, 135 p.

L'Institut d'analyse de politique étrangère a demandé à un groupe d'experts de lui fournir une estimation de la situation en URSS au début de 1991. Ces experts sont tous Américains, à l'exception d'un chercheur so-

viétique de l'Institut des États-Unis de l'Académie des Sciences de l'URSS en stage au Naval War college.

La première contribution, de Paul Holman, aborde la question des réformes en URSS et constate que la perestroïka n'a fait qu'accroître les frustrations de la population dans les domaines politiques, économiques et idéologiques. M. Gorbatchev a certes permis la fin du totalitarisme, la réduction du poids des militaires dans l'économie et dans la politique étrangère et la marginalisation de la nomenklatura et il a résolu la plupart des questions militaro-diplomatiques en suspens. Mais il a incontestablement échoué dans sa politique de décentralisation et de réévaluation des nationalités de l'URSS, d'où une possible confrontation entre forces centrifuges et centripètes au sein des républiques de l'URSS.

Pour aborder la réforme économique, Paul Craig Roberts et Karen LaFollette ont choisi d'axer leur analyse sur la question particulière de la propriété. Ils remarquent ainsi le contraste entre l'enthousiasme des Soviétiques pour la privatisation et la modération voire le scepticisme dont font preuve les Occidentaux. Les deux auteurs estiment en effet qu'il eut mieux valu opérer, dans un premier temps, une nationalisation formelle des biens de manière à avoir un substrat juridique permettant dans un second temps, d'effectuer les privatisations nécessaires. Cette analyse estime les auteurs s'applique autant à l'industrie qu'à l'agriculture.

John Dziak, du département de la Défense, traite de l'état des lieux et de l'avenir des organes de sécurité.

Après une présentation des différents organes existant en URSS, l'auteur estime que, malgré la décomposition de l'URSS, ces organes continuent de prospérer, notamment comme instruments de contrôle et de répression des mouvements nationalistes. Dans le cas où l'armée serait réticente à effectuer un tel travail de maintien de l'ordre, le GRU serait présent pour s'assurer de la loyauté de l'armée. Enfin pour ce qui concerne l'étranger, J. Dziak note le maintien de liens étroits entre les KGB et les services de sécurité des anciens pays du Pacte de Varsovie, des liens qui peuvent être utilisés pour fragiliser ces régimes en voie de démocratisation.

Andrew Krepinevich et Fred Littelpage, du Net Assessment, étudient le déclin de la puissance soviétique et ses implications sur la sécurité occidentale. L'essentiel de leur analyse porte sur les éléments de décomposition et de crise interne de l'armée soviétique : problèmes sociaux, notamment de logement, baisse de la discipline, perte du glacis est-européen. Tout ceci a eu de graves conséquences sur l'état de l'armée soviétique et pourrait générer une série de crises telles que : coup d'état militaro-communiste, révolution démocratique, guerre civile et/ou anarchie généralisée. Les deux auteurs s'interrogent alors sur les meilleures institutions – parmi celles déjà existantes – susceptibles d'assurer la sécurité européenne : CEE, CSCE, UEO et, surtout, OTAN.

Sergeï Fedorenko, seul auteur soviétique de ce recueil, s'interroge quant à lui sur les sources et les origines de la crise prolongée que traverse l'URSS. En accédant au pouvoir

en 1985, M. Gorbatchev n'a pas seulement hérité d'un pays en état de «coma économique», mais aussi d'un pays fragilisé par une série de crises de succession, par la politique menée par R. Reagan, par la crise qui s'accroît à l'Est, mais aussi par la guerre d'Afghanistan qui provoque des dommages considérables à l'intérieur de l'URSS, autant que dans les relations avec l'Ouest et avec le tiers monde. Si M. Gorbatchev a donné la priorité au désarmement permettant de réduire les dépenses militaires, il n'en est pas moins conscient, selon S. Fedorenko, de la nécessité de dépasser le communisme.

Enfin la dernière contribution est présentée par Robert Pfalzgraff, directeur de l'Institut éditeur, et traite de l'avenir des relations américano-soviétiques. Considérant l'absence de vision d'ensemble sur l'avenir de l'URSS de la part de M. Gorbatchev, R. Pfalzgraff estime que continuer de soutenir le dirigeant soviétique pourrait être générateur de violence. Dans le même temps, il estime que s'il est incontestable que la politique d'endiguement élaborée au lendemain de la guerre a totalement réussi, il faut désormais s'interroger sur ce qui lui fera suite. De ce point de vue, il considère que les États-Unis doivent garder une place centrale dans le futur dispositif de sécurité de l'Occident.

Bien que rédigées avant tous les événements que l'URSS a traversés au cours de l'année 1991 et qu'elle traversera sans doute encore en 1992, ces six contributions constituent néanmoins d'intéressantes analyses permettant d'expliquer les bouleversements de ces derniers mois. Si certaines affirmations ont été démenties

par les faits, d'autres ont été confirmées : l'accélération du temps historique ne devrait pas bloquer l'analyse de la situation en URSS car chaque événement est en fait le résultat d'éléments préexistants.

Jean-Christophe ROMER

Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne

ROMER, Jean-Christophe. *La Guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev. Essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS (1945-1965)*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1991, 414 p.

C'est le premier livre en langue française qui rapporte et analyse en profondeur et avec toutes les références pertinentes le discours «politique» et «militaire» sur le rôle des armes nucléaires et de la problématique de les intégrer dans la pensée militaire soviétique. La majorité des gens qui s'intéressent aux questions stratégiques soviétiques sont familiers avec la maxime que les armes atomiques ont engendré une «révolution dans les affaires militaires», mais cette constatation que les armes nucléaires transformaient radicalement la nature de la guerre et la paix ne vint qu'après de nombreux débats, avant tout idéologiques, au sein des élites politiques et militaires soviétiques.

Comme le démontre assez facilement l'auteur, jusqu'à sa mort, Staline et ses principaux collaborateurs ne virent pas ou ne voulaient pas voir que l'apparition de cette nouvelle catégorie d'armes de destruction susciterait,